

Introduction

Olivier FILLIEULE, Lilian MATHIEU et Patricia ROUX

Dans le dossier que l'on va lire, nous nous proposons d'engager un dialogue en mettant le militantisme à l'épreuve d'une perspective de genre et, par effet de miroir, la construction du genre à l'épreuve du militantisme¹. Ce dialogue a été initié à l'occasion d'un colloque international qui s'est tenu à Lausanne en novembre 2004², sous l'égide du CRAPUL (Centre de recherches sur l'action politique de l'Université de Lausanne) et du LIEGE (Laboratoire interuniversitaire en Études Genre, UNIL)³.

1. Le genre étant conçu ici comme une organisation sociale qui divise l'humanité en deux groupes de sexe, leur assigne des fonctions différentes et hiérarchisées, institue l'hétérosexualité en norme dominante et légitime la domination masculine.

2. Un nombre important de jeunes chercheur-e-s ont pu participer au colloque grâce aux subsides dont le colloque a bénéficié, en particulier celui du Fonds national de la recherche scientifique suisse (subside 10C012-106253).

3. Trois des contributions à ce colloque sont reprises dans ce dossier. Plusieurs autres ont été publiées dans un numéro de *Nouvelles Questions féministes* : « Les logiques patriarcales du militantisme » (vol. 24, n° 3, 2005). D'autres le seront dans un ouvrage co-dirigé par Olivier Fillieule et Patricia Roux, *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.

La question du genre est de plus en plus considérée comme transversale à l'ensemble des thèmes et des terrains abordés par la science politique. Nous voudrions ici montrer que l'intégration d'une perspective de genre permet un *déplacement du regard*, faisant apparaître des points aveugles des analyses traditionnelles ou conduisant à reconsidérer, sous un éclairage nouveau, certaines facettes de nos objets d'études. Les cinq articles ici rassemblés contribuent à montrer que le militantisme se prête fort bien à cette opération de déplacement. La diversité de leurs terrains, de leurs approches et de leurs ancrages théoriques nous semble exemplaire de la transversalité du genre dans la structuration de l'action militante, transversalité qui nous permet d'emprunter deux directions peu explorées par la sociologie du militantisme.

Analyser d'abord le militantisme sous l'angle des rapports sociaux de sexe. Peu examinée dans la littérature, sinon du seul point de vue de la parité, cette dimension est même très souvent ignorée ou occultée : les partis et les mouvements sont appréhendés comme s'ils étaient « neutres », c'est-à-dire indifférents aux rapports sociaux de sexe qui contribuent à les structurer. Or, cette dimension constitue un aspect décisif des pratiques militantes en leur sein, puisqu'elle affecte les insertions militantes et leurs différentes modalités, les modèles de fonctionnement et d'organisation, ainsi que le contenu des programmes et des actions.

D'autre part, s'imbrique dans ce premier questionnement une analyse de *la contribution des pratiques militantes à la (re)production du genre*. L'interrogation porte ici sur la façon dont la domination masculine manifeste, sous des formes plus ou moins contraignantes ou insidieuses selon les lieux, son caractère transversal dans le monde social. Il s'agit en particulier de saisir les logiques par lesquelles les hiérarchies et inégalités produites par le système de genre imprègnent les organisations militantes. De voir comment celles-ci, qui peuvent éventuellement être porteuses d'une critique sociale ou de revendications égalitaires, intègrent (ou non) la question du genre et les problématiques féministes tant dans leurs pratiques que dans leurs discours, participant ainsi à redéfinir ou au contraire à stabiliser les rapports sociaux de sexe.

L'ensemble du dossier fait ressortir que les femmes et les hommes ont des trajectoires et des statuts militants différenciés, pour des raisons à la fois externes (la division et la hiérarchie des sexes sont des principes organisateurs de toutes les activités sociales) et internes aux organisations militantes (leur fonctionnement est lui-même genré). À partir de ces positions différenciées, certaines militantes tentent de redéfinir le cadre des mobilisations de façon à ce que « leurs » problèmes (généralement inscrits dans des rapports de domination et relevant donc, de fait, de la responsabilité de tout un chacun) deviennent visibles et fassent partie intégrante des objectifs de lutte « plus

généraux » auxquels prétend le modèle militant dominant, masculin (défini et mis en pratique par et pour des hommes avant tout). Les luttes pour la reconnaissance menées dans les quartiers populaires par les femmes issues de l'immigration (article de Sylvia Faure et Daniel Thin), celles des féministes irlandaises pour le droit à l'avortement (article de Judith Taylor) ou encore la lutte pour la parité en France (article de Laure Bereni) illustrent ces actions qui transforment le modèle dominant de l'engagement. Mais d'autres militantes s'accommodent de ce dernier et parfois en adoptent toutes les caractéristiques, dans le monde syndical par exemple, à moins qu'elles ne se lassent des obstacles de genre qu'il leur fait vivre et qu'elles le désertent alors pour reconverter leurs expériences politiques en ressources professionnelles (article de Cécile Guillaume). Les voies (et les voix) des militantes sont donc multiples, mais il faut admettre qu'elles partagent un coût pour exister, celui de devoir lutter tant au dedans qu'au dehors des organisations ou des collectifs qu'elles investissent.

Ce coût transparait déjà au niveau des *ressorts de l'engagement militant*. Le texte de Jean-Gabriel Contamin, consacré aux pétitionnaires contre la loi Debré, souligne que si les niveaux de participation des femmes et des hommes à ce mouvement sont équivalents, leur engagement ne s'accomplit pas sur le même registre : les femmes se réfèrent davantage, pour expliquer leur engagement, à des thématiques familiales, expérientielles, émotionnelles ou humanitaires, tandis que les hommes témoignent d'une plus forte propension à la montée en généralité. Ceci amène l'auteur à constater que les femmes, en introduisant une voix différente de celle des hommes dans les mouvements sociaux, courent le risque d'être moins entendues, à la fois par leurs pairs masculins mais aussi par les analystes. La tendance des sociologues et des politistes à privilégier le modèle de l'acteur rationnel et à tenir pour secondaire tout ce que l'engagement militant doit aux émotions apparaît ainsi comme l'expression d'une universalisation d'un registre spécifique, et majoritairement masculin, de justification de l'engagement, et d'une invisibilisation des registres qui s'écartent du référent pensé comme universel, moins instrumentaux et plus émotionnels, davantage portés par des femmes.

Ces différences de rapport au militantisme n'exercent pas seulement leurs effets au moment du passage à l'engagement, mais se font sentir tout au long des *carrières militantes*. On l'observe notamment au travers de la constitution genrée des réseaux relationnels et de leur fonctionnement, sachant qu'ils jouent dans l'engagement le rôle d'instance de socialisation et de conversion, par la mise à disposition de cadres d'interprétation du monde et par les opportunités de mobilisation qu'ils proposent. Ainsi, le texte de Cécile Guillaume, présentant une monographie d'une centrale syndicale confédérée, montre que l'exercice des responsabilités y repose sur des modes informels de soutien, de cooptation et de fonctionnement qui privilégient les hommes et desservent les

militantes. Celles-ci restent minoritaires dans les fonctions dirigeantes du syndicat (comme au sein des entreprises), alors même que celui-ci s'est efforcé de féminiser sa base, avec un certain succès. La féminisation en elle-même ne permet toutefois nullement de crever le plafond de verre auquel se heurtent les militantes. N'y parviennent, au bout du compte, que celles qui s'alignent sur le modèle militant masculin. Au moins deux explications peuvent être retenues de l'analyse développée par l'auteure : d'une part, le modèle masculin implique un engagement quasi total, qui demande une disponibilité constante que toutes les femmes – et les jeunes – ne sont pas prêtes à dégager. D'autre part, du fait que le syndicat a augmenté le nombre de ses adhérentes et qu'il affirme son attachement au principe d'égalité des sexes, l'illusion court dans ses rangs que le genre et ses effets seraient neutralisés.

La *division sexuelle du travail militant* est ainsi un mode d'organisation qui produit des groupes en son sein et les hiérarchise (les femmes et les hommes, les jeunes et les militants aguerris, etc.). L'explicitation des mécanismes de cette division est fondamentale car, dans la pensée profane comme dans les analyses, « le militant » est souvent conçu comme un être asexué, une figure abstraite et générale qui existerait hors du système de genre (et sans doute hors d'autres systèmes de domination). À ce titre, le texte de Judith Taylor est particulièrement éclairant pour démasquer l'*invisibilisation* des pratiques militantes des femmes – notamment les pratiques consacrées à l'entretien de la sociabilité et de la cohésion du groupe, qui sont accomplies sur un mode informel – au profit de celles, davantage publiques et formalisées, privilégiées par les hommes. Consacré au mouvement irlandais pour le droit à l'avortement, son article fournit de nombreuses illustrations de ces pratiques genrées, mais il permet surtout de mettre en évidence que le soutien des hommes militants aux revendications féministes peut constituer une source de tension interne au mouvement.

Certes les hommes veulent appuyer ces revendications et que soit remportée la lutte pour le « droit de choisir », mais ils tentent aussi, sans forcément s'en rendre compte, de définir les modalités de la campagne à mener et la place qu'elle doit prendre dans le programme de leurs partis. Les féministes se dotent alors de dispositifs *ad hoc* pour empêcher les hommes de prendre le contrôle de leur mobilisation et se protéger ainsi des « tirs amis ». Parmi ces dispositifs, ceux imposant une non-mixité des pratiques militantes (cet aspect est également traité par Laure Bereni) présentent un intérêt de premier plan. Le même article de Judith Taylor ouvre par ailleurs une réflexion sur le caractère genré des *répertoires d'action collective*. Il constitue de ce point de vue, avec celui de Laure Bereni, un apport pour la compréhension des manières dont les marqueurs symboliques du genre (en particulier les stéréotypes de la féminité socialement dominants) peuvent à la fois constituer une cible (dénonciation du stigmate) et une ressource (par l'humour notamment) pour les mouvements de femmes ou féministes.

Les articles présentés jusqu'ici analysent les stratégies militantes des femmes en appréhendant ces dernières comme un groupe d'abord défini par son sexe, indicateur de leur position dominée. Le texte de Sylvia Faure et Daniel Thin nous donne l'occasion de prendre en considération le fait que d'autres critères sociaux servent aussi à former et désigner des groupes dominés : la classe sociale et l'origine culturelle notamment. Les expériences que font les femmes au croisement de ces multiples rapports de domination les conduisent à critiquer le discours institutionnel actuel qui ethnicise le sexisme, réduisant celui-ci à un produit de cultures rétrogrades et incompatibles avec la modernité qu'est censé incarner « le » modèle occidental de l'égalité.

Outre qu'il aborde cette question en examinant les tensions qui opposent des associations de femmes des quartiers populaires aux politiques publiques, l'article analyse les modalités du *travail de socialisation* effectué au sein de ces associations. Ce travail est largement axé sur les préoccupations quotidiennes des femmes issues de l'immigration, liées à leurs expériences du racisme, de la précarité et du sexisme (difficultés à se faire comprendre et à se faire entendre, à éviter le décrochage scolaire des enfants, à faire face à la démission des pères dépossédés de leur travail et de leur dignité, à contrer les discours stigmatisants sur le sexisme des Arabes et la soumission de « leurs » femmes, etc.). À partir de leurs associations, ces femmes prennent la parole en public pour témoigner de ce qu'elles vivent, mais aussi donner leur point de vue sur les thèmes abordés ; elles collectivisent leurs problèmes et déplacent ainsi leur regard, réalisant que ces problèmes sont générés par les conditions sociales d'existence imposées aux populations précarisées et racialisées. La démarche se traduit par la constitution d'un capital social et politique que les femmes peuvent utiliser pour lutter contre les inégalités.

Enfin, l'intérêt de l'étude des mouvements ou collectifs de femmes pour une compréhension plus large des mouvements sociaux est confirmé par le texte de Laure Bereni, consacré à la genèse de la mobilisation française pour la parité en politique. Cet article traite des processus d'*institutionnalisation* des mouvements sociaux, en se focalisant sur une période, celle des années 1980, qui a vu à la fois un reflux des formes les plus contestataires du féminisme et l'intégration de plusieurs personnalités féministes aux univers étatiques ou académiques. Sont ici revisités, sous un jour nouveau, des enjeux de réflexion classiques de l'analyse des mouvements sociaux, tels que la saisie des opportunités politiques (nationales mais aussi internationales), la place de l'expertise comme instrument de construction et de légitimation des revendications, ou encore les modes spécifiques par lesquels les partis politiques sont contraints d'inscrire ces revendications sur leur agenda alors même que, le plus souvent, ils négligent voire dédaignent les préoccupations féministes. Ce numéro se conclut donc par un éclairage sur les logiques de concurrence entre les enjeux féministes et les

12 Introduction

autres au sein de partis politiques ou de mouvements sociaux (une question également traitée par Judith Taylor) ainsi que sur les effets de la fréquente *subordination* des premiers au profit des seconds et les modalités de sa contestation interne.

Olivier FILLIEULE est professeur de sociologie politique à l'Université de Lausanne (CRAPUL-IEPI) et chercheur CNRS au Centre de recherche politique de la Sorbonne (Université Paris 1).

olivier.fillieule@unil.ch

Lilian MATHIEU est chargé de recherche CNRS au Centre de recherche politique de la Sorbonne (Université Paris 1). Ses recherches portent sur les mobilisations contestataires et notamment sur celles des groupes à faibles ressources.

lilian.mathieu@univ-paris1.fr

Patricia ROUX est professeure en études genre à l'Université de Lausanne, responsable du réseau LIEGE (Laboratoire interuniversitaire en Étude Genre) et co-rédactrice de la revue *Nouvelles questions féministes*.

patricia.roux@unil.ch

Il a récemment publié (avec P. Favre et F. Jobard), *L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations*, Paris, La Découverte, 2007 ; (avec D. Della Porta), *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006 ; et *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.

Il a récemment publié *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, 2004 et *La double peine. Histoire d'une lutte inachevée*, Paris, La Dispute, 2006. Il a codirigé avec J. Balasinski, *Art et contestation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006.

Elle vient de publier, avec N. Benelli, C. Delphy, J. Falquet, C. Hamel et E. Hertz deux numéros de *Nouvelles Questions féministes* sur l'imbrication du sexisme et du racisme (1 et 3, 2006) et va publier, avec C. Staerklé, C. Delay et L. Gianettoni, *Qui a droit à quoi ? Représentations et légitimation de l'ordre social*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, à paraître en 2007.